

## **Usages toponymiques dans la ville de Batna : Procédés et implications**

**Par Abdenacer GUEDJIBA**  
Université Abbas Laghrour Khenchela

### **Résumé :**

Cette contribution est la synthèse d'une recherche sur la toponymie urbaine de Batna. N'y sont présentés, d'ailleurs, que les principaux résultats. Que reflète la toponymie urbaine de cette ville ? A quelles représentations onomastiques obéit cette entreprise patrimoniale immatérielle ? Que traduisent ces représentations ? Telles sont les principales questions qui ont présidé à la réalisation de cette étude. Le travail met en exergue les procédés de dénomination/ redénomination et les problèmes qui s'y rattachent : notamment, le conflit de dénomination et les trous de mémoire. Mots clés : Espace urbain- Toponymie de décision - Toponymie de l'usage – Bataille de dénomination – Contact des langues- Trous de mémoire.

### **Abstract**

This contribution is the synthesis of a research on the urban toponymy of Batna. Only the main results are presented. What does the urban toponymy of this city reflect? Which onomastic representations obeys this intangible heritage enterprise? What do these representations mean? These were the main questions that led to the completion of this study. The work highlights the denomination / redenomination processes and related problems: naming conflict and memory gaps.

**Keywords:** Urban space- Toponymy of decision - Toponymy of use - Battle of denomination - Contact of languages- Holes of memory.

Les études toponymiques (thèses, mémoires, articles, colloques) ne cessent de proliférer, en milieu universitaire, en Algérie, depuis quelques décennies, grâce aux efforts déployés et encouragés par les chercheurs en la matière : M. Ahmed Zaid, B. Atoui, F. Benramdane, F. Cheriguène, M.H. Haddadou, O. Yermèche, pour ne citer que les pionniers. L'intérêt pour de telles études n'est pas à démontrer. «Les toponymes, écrit B. Atoui, sont une source très importante de la conservation de la mémoire des peuples et de connaissance du passé, parfois même du présent.» (Atoui, 2013)

Ce travail, qui se situe à la limite de la toponymie et de la sociolinguistique, se veut une étude systématique de la dénomination toponymique urbaine des villes de l'Aurès, un domaine de recherche très peu exploré. Son objectif est d'étudier les procédés de dénomination/redénomination entrepris par les autorités locales au lendemain de l'indépendance pour rebaptiser l'espace urbain. Si les études toponymiques sur l'espace rural aoussien abondent relativement,<sup>2</sup> elles sont quasiment rares sur la désignation du tissu urbain de la région. «Sans doute, écrivent J.C. Bouvier et J.M. Guillon, pour beaucoup de toponymistes, les noms de lieux de l'espace urbain ont-ils moins d'intérêt parce qu'ils n'ont pas la même profondeur historique que ceux qui désignent des rivières, des montagnes ou des unités d'habitants et donc posent moins de problèmes d'étymologie et d'évolution linguistique.» (Bouvier & Guillon, 2001: 9)

L'étude délimite une aire géographique bien précise : la ville de Batna, et un corpus précis : le procédé de dénomination/redénomination de l'espace urbain de cette ville. Elle porte un regard synchronique et panoramique et trace quelques pistes sur l'odonymie de la ville en question. L'odonymie « s'intéresse aux rues qui tirent leurs noms des lieux vers lesquels elles mènent (rue du moulin), du métier qu'on pratique (rue des tanneurs), d'un personnage important qui y habite (rue de Mazarine), d'un bâtiment qui s'y trouvait ou de son enseigne (rue plat d'étain), donner à sa rue le nom d'une bataille glorieuse ou d'un personnage célèbre. » (Encyclopédia Universalis, corpus 18, 1988 : 94)

Nous nous n'intéressons pas à l'historique de la dénomination des rues et des places publiques, depuis la création de la ville à nos jours, mais nous nous contentons de décrire la période postindépendance. Il serait aussi intéressant de lancer une étude sur la mémoire et l'histoire coloniale à travers la dénomination des espaces de cette ville. La toponymie en constitue un instrument d'analyse indispensable. D'autant plus que les anciens toponymes sont conservés dans des traces écrites sur la ville (les archives, les livres, les anciennes cartes postales...) La mémoire collective en garde encore certains. D'autres sont toujours en usage.

Quelques questions nous sont venues à l'esprit. Quels sont les procédés de dénomination adoptés ? Que reflète cette dénomination ? Qui dénomment ? A quelles représentations onomastiques obéit cette entreprise patrimoniale immatérielle ? Quelles sont les stratégies de structuration onomastique mises en place par les autorités locales ? Que nous révèlent ces façons de nommer les rues, les quartiers et les places publiques ? Quel rôle joue l'odonymie dans le paysage linguistique de cette ville ?

Pour constituer notre corpus, nous avons, dans un premier temps, recouru à l'enquête de terrain pour récolter, tout en flânant dans la ville, des centaines de plaques désignant les noms de rues, de quartiers et d'enseignes d'établissements publics et privés. Ce procédé de dénomination nous renseigne sur la toponymie officielle. Nous avons ensuite, à l'aide d'entretiens semi-directifs, procédé à la collecte de discours épilinguistiques auprès d'un nombre important d'habitants de quartiers examinés et de riverains de rues étudiées. Ce corpus nous a aidé à nous informer sur la toponymie populaire. Enfin, pour s'enquérir sur la toponymie ancienne (celle de l'époque coloniale, notamment), nous avons consulté les archives de wilaya, les anciennes cartes postales et les livres écrits sur la ville.

S'agissant de la consultation des sources officielles, notamment les archives, pour les besoins de réalisation de ce travail, nous tenons à souligner qu'en raison de certaines pratiques bureaucratiques, toujours vivaces, au niveau des administrations locales, l'accès aux archives municipales de Batna n'est pas chose facile, du moins pour nous, en dépit de nos multiples contacts avec les services concernés. Il a fallu donc tout un réseau de relations avec les gens et les connaissances de notre entourage pour pouvoir y arracher de timides accès, et ce en toute discrétion. Enjeux de l'étude de la toponymie urbaine

«L'espace, écrit C. Lévi-Strauss, est une société de lieux-dits, comme les personnes sont des points de repères au sein du groupe.» (Lévi-Strauss, 1962 :222) Donner des noms aux lieux qu'on habite et qu'on fréquente régulièrement est une pratique humaine spontanée, commune, de tous les temps, à toutes les langues et à toutes les cultures. Avec le regroupement des lieux d'habitations en agglomérations, puis en villages, les procédés de dénomination changent. Dès lors la perception de l'espace ne se fait pas seulement autour des habitations et de leurs alentours, mais aussi au travers des réseaux de chemins qui y mènent et

des artères qui les traversent. Avec l'extension des agglomérations et leur agrandissement, ce sont les voies de communication, qui les sillonnent de long en large, qui vont être dénommées et les maisons qui les bordent recevront des numéros pour répondre à la volonté d'ordonner l'espace urbain par les pouvoirs publics.

Contrairement à la toponymie de l'espace rural qui est, essentiellement, une toponymie d'usage, qui se transmet, spontanément, de génération en génération, dans les pratiques langagières pour remplir des besoins de se déplacer, de se repérer ; la toponymie urbaine relève plutôt de ce que J.C. Bouvier et J.M. Guillon (2001) appellent une toponymie de décision.

Il est vrai que la fonction pragmatique primaire d'un toponyme est une localisatrice, mais il n'y a pas de désignation toponymique observable à l'état pur. Il y a des cas où la nomination laisse passer un peu d'affectivité collective et d'autres où «la fonction identitaire prend ostensiblement le pas sur la fonction de localisation.» note H. Boyer (Boyer, 2008 :16)

Étudier la toponymie urbaine c'est, conformément à la tradition universelle, s'attendre à trouver des personnes célèbres, ou même peu célèbres régionales, nationales, voire, internationales représentées dans les rues, les places publiques et les quartiers de la ville. «La ville, écrit B. Atoui, se doit d'honorer les grands personnages qui ont marqué son histoire et celle du pays, en attribuant leur nom à des lieux, à des édifices (publics) et aux artères de circulation.» (Atoui, 2013) De par le monde, les villes sont, en effet, reconnaissantes envers les hommes et les femmes qui ont sacrifié leur vie pour le pays. Leurs corps reposent à la sortie de la cité, mais leurs âmes sillonnent et veillent sur les villes et leurs noms partagent avec les vivants leur quotidien. Les villes sont ainsi de véritables cimetières sans tombeaux.

À Batna, à l'instar de toutes les villes d'Algérie, et conformément à la législation algérienne et à la tradition sociétale, on attribue des noms de personnes dignes de mémoire, aux rues, aux quartiers et aux places publiques. Nommer ou renommer les lieux, note R. Kahlouche, «est un acte de confirmation de l'appropriation de l'espace.» (Kahlouche, 1999 : 184) H. Guillourel souligne, à juste titre, que «La dénomination des lieux est un instrument de contrôle social de l'espace par un groupe donné et d'une certaine façon, c'est cette appropriation dénomminative de l'espace qui transforme ce dernier en territoire.» (Guillourel, 1999 :64)

Il est certes vrai que la mémoire d'une ville n'est pas seulement les noms de rues, de places publiques et de quartiers. Mais il y a aussi la dénomination des établissements scolaires, des structures de santé, des lieux de culte ; un procédé qui valorise également le patrimoine local et/ou national. Ce sont, en effet, ces édifices auxquels on attribue des noms d'hommes et de femmes que l'on veut commémorer. Néanmoins faute de place, nous ne traitons pas de ce procédé dénomminatif dans les pages qui suivent.

Batna, «Betna», ou encore «Bathna» quelle signification ?

Avant de commencer l'étude de la toponymie urbaine de Batna, il convient, nous semble-t-il, d'abord de faire un bref aperçu historique concernant la fondation de cette ville et de s'interroger sur l'acception de sa dénomination.

Batna, dans son état actuel, est, relativement, de création récente.<sup>3</sup> Elle est fondée, comme l'atteste le piédestal inaugural située à l'entrée de la ville, vers la fin des années 40 du XIX siècle, par la colonisation française, à proximité de l'ancien Lambèse, une ville romaine. En 1845, elle n'était qu'un petit bourg. Il n'y avait que Z'mala que les français appelaient

«village nègre» et quelques maisons dispersées à Bouakal et Kéchida (les anciens « quartiers arabes » de la ville).

Sa position privilégiée dans le pays chaoui (elle est située au cœur des régions berbérophones et constituait un carrefour routier important pour les caravanes commerciales) a suscité l'intérêt des autorités coloniales d'y installer une garnison militaire afin de garder sous contrôle permanent les berbères de la région et de surveiller leurs mouvements. « Cet emplacement, écrit K. Chibani, servait de caravansérail ; placé sur les axes des voies fréquentées par les caravanes commerciales arabes.» (2015 : 47)

«La présence d'une garnison ne tarda pas, écrit J.P. Marin, à attirer des européens et des indigènes désireux de commercer avec eux. C'est ainsi que l'idée d'un village puis d'une ville, prolongement nécessaire d'un camp militaire, prit, peu à peu, naissance.» (Marin, 2005 :32) Un embryon d'une ville commençait à se dessiner, même si les paysages qui l'entouraient restaient essentiellement ruraux. Des maisons, des commerces, des hôtels, des hammams, des écuries, un hôtel de ville, une maison pénitentiaire, un théâtre, une église, des salles de cinéma, une mosquée ne tardèrent pas à venir entourer ce camp militaire. Puis deux quartiers résidentiels des européens non loin d'ici. Le nombre de ses habitants composés d'européens et d'autochtones augmentait de plus en plus. Ces deniers étaient constitués de montagnards des régions voisines et de populations venues d'ailleurs (le nord constantinois, la Kabylie, le Sud, le Hodna...) «La population de Batna au 10 mars 1850 était composée de : 93 indigènes, dont 43 arabes, 3 nègres, 47 juifs et 348 européens dont 229 hommes, 84 femmes et 35 enfants» affirme J.P. Marin. « Alors que la garnison, ajoute le même auteur, comptait deux mille quatre cents hommes. (Marin, 2005 :49)

Batna est ensuite reliée, au Nord, dès le début des années 80 du XIX siècle, à Constantine par une ligne ferroviaire. Cette même ligne verra, plus tard, l'extension à Biskra puis à Tougourt, vers le Sud. Au tournant du siècle, en 1884 plus précisément, Batna était déjà un arrondissement, « par distraction d'une partie très importante du Sud Constantinois, jusqu'alors soumis au régime militaire et à son chef-lieu ont été centralisés les mêmes services administratifs que dans une sous-préfecture métropolitaine. » (Morizot, 1991 :160). Elle ne fut promue au rang de chef-lieu de département de l'Aurès qu'en 1956 (c'est-à-dire en pleine guerre d'Algérie). Au fil d'un siècle et demi, elle est devenue une ville fortement urbanisée et densément peuplée. Elle est, aujourd'hui, «capitale des Aurès», et sixième ville du pays. (Côte, 1996)

La nouvelle ville est appelée d'abord «Nouvelle Lambèse», comme l'affirme le premier article de l'arrêté ministériel du 12 septembre 1848. «Premier article : Il est créé à Batna, sur la route de Constantine à Biskra, un lieu indiqué par les plans produits, une ville européenne pouvant renfermer 5000 habitants et qui prendra le nom de Nouvelle Lambèse. La superficie et les limites du territoire de cette ville seront ultérieurement fixés.» On l'appelait aussi «Nouvelle Timgad». Mais à partir du 20 juin 1849, elle prend, par décret présidentiel, le nom de Batna, conformément à l'usage toponymique des autochtones. « Le nom de Bathna est passé depuis longtemps dans les habitudes du pays. C'est le seul qui soit en usage parmi les indigènes.» (Rapport du Cdt de la province de Constantine n° 47 du 21/05/1847).

Cette dénomination prête à plusieurs versions. Il y a celles qui, (pour le moins que l'on puisse dire,) semblent quelque peu fantaisistes et que certains affilient à la colonisation française. La première serait une abréviation de «Bataillon Anti-Terroriste Nord-Africain»

(BATNA) ou encore (Bataillon de Tirailleurs Nord-Africain). La seconde, selon L'Éditorial de l'Echo, serait une déformation de «*nbet hna*» (on passe la nuit ici) (Echo 1984 : 3) qu'on orthographie, d'ailleurs, dans les rapports des militaires de l'époque sous la forme «*Betna*». Batna signifierait, dans ce cas, «*bivouac*».

Une autre forme d'orthographe est aussi attestée dans certains rapports : «*Bathna*». Une forme, vraisemblablement, à consonance berbère : «*hbatent*» ou encore «*tbatent*» qui relève des usages communicationnels des locuteurs chaouiophones. «*Batna*» serait alors une forme arabisée de «*hbatent*» tout comme «*hamerouant*» qui a donné «*Merouana*», «*Seriana*» formé sur «*haseryant*» ou encore «*hazmalt*» arbisé en «*Zmala*».

Quant à l'acceptation de ce vocable, nous avons recueilli, en milieu des militants berbères de la région, deux versions également. La première relie le toponyme à «*ibutan*»<sup>4</sup> qui veut dire pierres ou ruines, allusion, peut-être, faite à Lambèse, une ville romaine située non loin d'ici.<sup>5</sup> «*Hbatent*» dériverait, selon la seconde version, du verbe «*buten*» qui veut dire «*stagner*» pour parler de l'eau. «*butnen waman*» (l'eau est stagnée).<sup>6</sup>

Ces deux acceptions se rapprochent de celle rapportée par le voyageur anglais Thomas Shaw M.D. dans son ouvrage publié, dans sa version originale, en 1738. Le livre a été traduit en français, en 1743. Une acception qui souligne, à la fois, l'abondance de l'eau et la présence de ruines dans la localité. L'auteur écrit : «*Au pied de ces montagnes, près du Jibbel Aurès, on trouve Baitnah, gros tas de ruines, extraordinairement bien arrosé, qui est à moitié chemin entre Constantine et Biscara.*» (1743 : 144) S'il est vrai que l'eau coulait abondamment dans la localité (comme en témoignent beaucoup d'archives de la ville), néanmoins, il n'y avait de ruines qu'à Lambèse située à quelques kms, seulement, de là.

### *Résultats de l'enquête*

Les résultats de notre travail recouvrent, essentiellement, les procédés de dénomination/redénomination, la formation linguistique des toponymes, les différentes graphies attestées dans la transcription de ces odonymes.

### *Dénomination / redénomination : un acte de prise de possession*

Le premier résultat se rapporte au procédé de dénomination/redénomination. Un procédé qui «*visse, affirme S. Akin, à s'approprier de l'espace, à en faire un territoire.*» (Akin, 1999: 9) H. Guillorel souligne, à ce sujet, que «*l'émergence des territorialités passe presque toujours par ces actes de dénomination.*» (Guillorel, 1999 :64)

Les pouvoirs publics ont entrepris, au lendemain de l'indépendance, de vastes opérations de réappropriation de l'espace en mettant en place des systèmes de dénomination intégrés dans le tissu urbain de Batna post-indépendance, afin de reconquérir l'identité nationale et la souveraineté territoriale. «*Avec l'indépendance, écrit A. Moussaoui, l'espace symbolique de la ville était à conquérir. Car, souligne-t-il, virtuellement libératrice, la ville s'est avérée d'abord un lieu d'opposition à une civilisation occidentale représentée par la France. Les noms de rues, de places et de quartiers, ajoute l'auteur, étaient à nationaliser.*» (Moussaoui, 2004: 80) La dénomination toponymique est un vecteur qui contribue, fortement, à l'affermissement de l'identité d'un espace donné.

Beaucoup de ces actions sont alors intervenues en réaction à une large entreprise historique de déstructuration/restructuration des modes de nomination traditionnelle, menée

par l'armée et l'administration coloniale dès les premières années de l'occupation dans le but de conforter sa domination territoriale et d'affirmer son occupation spatiale. Le fait de nommer et /ou de renommer les lieux et/ou les personnes, qui est, en soi, un acte de pouvoir et de domination, « apparaît donc bien comme l'acte fondateur d'un processus d'appropriation du territoire.» (G. Méret, 2012 :109) Un acte à situer, naturellement, dans son contexte historico-politique (contexte colonial) dans lequel la nomination « institue un rapport administratif : nommer c'est gouverner.» (Orlandi, 1992 : 102)

Cette mesure se traduit manifestement et de manière privilégiée dans l'attribution de noms aux lieux géographiques, en procédant par effacement des noms propres préexistants au profit d'autres noms forgés par le dominant. Une façon, par laquelle, ce dernier marque sa prise de possession de l'espace nouvellement occupé, et aussi pour signifier au dominé l'établissement d'un nouvel ordre des choses.

J.L. Calvet souligne, à ce propos, que «Le colonisateur a souvent débaptisé des lieux pour leur donner des appellations plus conformes à ses traditions.» (Calvet, 1994:105) C'est un peu ce que semble confirmer aussi le géographe P. George : «les peuples conquérants ont imposé leur propre «logiciel» toponymique au territoire qu'ils se sont approprié.» (George, 1990 :353) «Il fallait prendre non seulement des distances principalement avec la sphère arabo-musulmane, écrit B. Atoui, mais également de marquer et de rattacher linguistiquement et politiquement l'espace algérien par une nouvelle toponymie rappelant l'histoire de la France latine et chrétienne » (Atoui, 2013). Se référant au rapport du Sénatus Consulte de 1867, le même auteur, dans son livre « Toponymie et espace en Algérie », précise que l'apanage de l'administration coloniale, à travers l'imposition d'un nouveau système de redénomination de l'espace algérien, consistait à effacer toute référence à un passé, d'où pourrait surgir des sentiments nationalistes afin de « ne pas rappeler aux habitants aucun souvenir militaire ou religieux, dont on pourrait tirer part, dans un but de révolte.» (Atoui, 1998 :169).

Le procédé de dénomination/redénomination a concerné, essentiellement, les « quartiers européens » où sont attestés les toponymes à consonance francophone. Pour ce faire, l'administration postindépendance a adopté deux principes : le premier consiste en la reconduction des toponymes de l'époque coloniale qui ne véhiculent pas de charge idéologique et ce en recourant à leur traduction, en langue arabe. C'est un peu le cas de la cité Hippodrome renommée cité «Al Fouroussia, «la verdure» redevenue cité «Al ikhdhirar» ou encore, le quartier «le camp» rebaptisé «cité Al mouaskar». Le second consiste en la rebaptisation des toponymes jugés trop représentatifs de l'époque coloniale. C'est le cas de Stand renommé cité Emir Abdelkader, cité rurale désignée cité Colonel Si Al Houas.

Par traduction du toponyme		Par substitution par un autre toponyme	
La verdure	Al ikhdhirar	Stand	Cité Emir AEK
Le camp	Cité Al mouaskar	Cité rurale	Cité colonel si Al houas
Le beau séjour	Cité Al iqama al jamila	Cité évolutive	Cité Laarbi Ben M'hidi
Cité hippodrome	Cité Al fouroussia	Parc à fourrage	Cité Lombarkia
Ravin bleu	Oued Lazreq		

**Tableau 1**  
**Dénomination/redénomination de quelques quartiers de la ville**

Le même procédé s'est appliqué, également, à l'odonymie, c'est-à-dire, à la dénomination/redénomination des voies de communication. La réappropriation par la traduction a concerné la principale artère de la ville, en l'occurrence, avenue de la république que l'on désigne, dans l'usage courant par «rue de Constantine» et la rue de l'Aurès. Si l'on excepte ces deux artères, le procédé de la rebaptisation concerne l'ensemble des rues qui sillonnent le centre-ville.

<u>Rue non rebaptisées</u>	<u>Ancienne appellation</u>	<u>Nouvelle appellation</u>
Av.de la république.	Rue de France	Avenue de l'indépendance
Rue de l'Aurès	Rue Billon	Rue Amar Achi
	Allées L. Bocca	Allées M. Ben Boulaid
	Rue saint Germain	Rue Ahmed Nouaoura
	Rue Victor Hugo	Rue Benbadis Abdelhamid
	Rue Petitjean	Rue Sidi Hanni
	Petit Boulevard	Rue Laarbi Tbessi
	Rue Pérès Jean	Rue Abdesselem Hocine
	Rue Gambetta	Rue des Fidayyines
	Rue Ferry Jules	Rue des frères Bouabsa
	Etc.	Etc.

**Tableau 2**  
**Dénomination/redénomination de quelques rues du centre-ville**

La rebaptisation a concerné même les rues qui portaient des noms de rois berbères. Nous avons relevé dans notre corpus :

Nom de rue	Rebaptisations
Rue Jugurtha	Rue Lakhder Bensdira
Rue Massinissa commençait rue Scipion et se Terminait rue de Batna	Cette rue n'existe pas aujourd'hui
Rue Juba II commençait rue Scipion et se Terminait à rue Massinissa	Cette rue n'existe pas aujourd'hui
Rue des Numides commence rue Bugeaud (Grine Belgacem) et se termine rue Scipion	Cette rue n'existe pas aujourd'hui

**Tableau 3**  
**Rues qui portaient des noms des rois berbères**

Il convient de souligner, à juste titre, que les noms des rois berbères sont toujours occultés même de nos jours aussi bien dans les services d'état civil que dans le paysage odonymique des villes de l'Aurès. C'est toujours, semble-t-il, un tabou de baptiser une rue ou un établissement public au nom d'un personnage historique berbère.<sup>7</sup> En effet, nous n'avons recensé, dans toute la ville, aucun toponyme relevant de cette période historique. Exception faite de Tariq Ben Ziad que l'on commémore parce qu'on le considère comme un guerrier de l'Islam : CEM Tareq Ben Ziad à Parc à fourrage, mosquée Tareq Ben Ziad à la cité hippodrome...) Les noms des aguellides berbères ne sont honorifiés que dans le secteur privé pour nommer, les restaurants, les cafés ou encore les hôtels : un hôtel (hôtel Kahéna à

Timgad), un restaurant (restaurant El Kahéna, à la sortie de Batna) ou un café (Café Massinissa, à la cité 800 logements)

L'aspect des plaques des rues et des places publiques est le plus souvent le même : les noms des rues sont gravés en caractères arabes, en blanc, sur un fond bleu ou noir, sur des plaques en métal ou en marbre fixées sur les encoignures des maisons angulaires, des voies et des carrefours.

La désignation consiste à mentionner, sur la plaque, le nom et le prénom de la personne honorifiée, suivis, souvent, de son surnom.

Les noms des quartiers et des places publiques sont, souvent, écrits en noir, sur des tablettes en marbre, ou en blanc, sur des plaques en métal, sur un fond vert placées à l'entrée de la cité ou de la place. Les noms des établissements sont estampés, en caractères de cuivre en langue arabe, sur de grandes plaques en métal, sur un fond noir, placées au-dessus de l'entrée principale.

#### *Deux procédés de dénomination urbaine : toponymie de décision et toponymie populaire*

Le deuxième résultat fait état de la coexistence de deux procédés de dénomination toponymique. Le premier relève des usages formels adoptés par l'administration publique, un procédé qu'on appelle, communément, «toponymie officielle» ou encore «toponymie de décision». Le second concerne les toponymes des usages informels, fortement attestés dans les pratiques communicationnelles courantes. On qualifie ce procédé de «toponymie populaire» ou encore «toponymie de l'usage».

La pratiques toponymique répond à des motivations diverses. Dans la toponymie de décision, elle est un acte politique par lequel, souligne H. Boyer, «on célèbre un personnage, un évènement, un lieu, un objet...notoire et consensuel, du moins pour une partie non négligeable de la communauté concernée.» (Boyer, 2008: 16) Dans la toponymie populaire, elle est investie d'une importante teneur représentationnelle socioculturelle et identitaire.

Dans notre analyse, nous avons tenu compte de la distinction entre les deux procédés de dénomination. Sont considérés comme toponymes officiels, ceux que les pouvoirs publics (ici les autorités municipales et départementales) choisissent et imposent, et que l'administration utilise et reprend dans les plans de la ville et dans les annuaires. Les toponymes populaires sont ceux qu'utilisent les habitants de la ville, dans l'usage courant, et qui n'appartiennent pas, forcément, à la nomenclature de la toponymie de décision.

#### *-La dénomination de décision*

Attribuer, officiellement, un nom à une rue, à un boulevard, à une place publique ou à un quartier dans la ville, n'est jamais un acte neutre. Il a une fonction commémorative. Il est un moyen de rendre hommage à des hommes et à des femmes considérés comme « modèles et dignes de mémoire. »

Le procédé de dénomination /redénomination du tissu urbain de la ville de Batna est fortement marqué par les empreintes de la guerre de libération nationale. Une guerre qui a considérablement affecté la région des Aurès tant par les dégâts matériels et humains causés à la région, que par ses surreprésentations dans la mémoire collective des aoussiens. «Cette nouvelle toponymie sans grande imagination, puisée dans l'histoire très récente de notre pays,



note B. Atoui, se caractérise, généralement par des noms de martyrs ou ayant trait à la guerre de libération.»(Atoui, 2013)

Le choix des noms dans la désignation toponymique officielle se caractérise par la place privilégiée accordée aux personnalités. Il est vrai que le procédé s'applique, aussi bien pour les hommes et les femmes célèbres au niveau régional et/ou national ; néanmoins, la tradition semble, plutôt, privilégier la mise en place des noms de ceux et de celles dont la célébrité n'excède pas les limites de leur douar, pour les rendre célèbres localement. Ce qui porte à croire que la longue liste des martyrs de l'Aurès est d'une envergure suffisante pour couvrir toutes les rues de la ville.

Dans la désignation toponymique officielle de la ville de Batna, le système honorifique des acteurs de la guerre occupe une place prépondérante. La dénomination des rues, des quartiers et des établissements est aujourd'hui un domaine quasi-exclusivement réservé aux martyrs, aux moudjahidines décédés et aux dates historiques de cette guerre : Allées Ben Boulaid, lycée Abbas Laghrour, cité Amirouche, cité 20 août, mosquée 1er novembre, université colonel Hadj Lakhdar ...

Nous n'avons, d'ailleurs, recensé, dans notre corpus, aucune rue, aucune place, portant un nom répertorié en dehors de cette nomenclature. Car, c'est principalement, dans ce cadre, qu'on rend hommage aux hommes et aux femmes de la guerre, dans l'intention de pérenniser leur mémoire et rendre exemplaire leur engagement patriotique qui les a conduits jusqu'au sacrifice suprême. Ce qui explique, sans doute, l'attribution du nom de Ben Boulaid (un enfant de l'Aurès), l'un des leaders de la guerre de libération nationale, à tout ce qui est important et grandiose dans cette ville : les principales allées de la ville, le premier lycée (le plus grand d'ailleurs) et l'aéroport.

En l'absence d'un comité toponymique de la ville, (comme cela est attesté un peu partout dans le monde), la dénomination de décision relève, en règle générale, du ressort de l'administration publique et les services concernés, en connivence avec les parties civiles : organisation des moudjahidines, et les organisations des fils de chouhada, pour notre cas. Dans la dénomination officielle, l'écrit se superpose à la tradition orale.

On ne consulte pas les habitants, quant à la désignation de leur artère ou de leur quartier. Ils ne peuvent d'ailleurs s'y opposer. Le jour de l'inauguration, les parents de la personne glorifiée peuvent être invités pour y assister. Cette dénomination honorifique est un signe de reconnaissance des vivants, à travers lequel, ils manifestent leur gratitude, envers ceux qu'ils considèrent comme «hommes et femmes modèles» dignes de mémoire. Porteuse d'une charge commémorative cette dénomination est un vecteur de notoriété locale durable égale à la consécration d'une gloire qu'une personnalité aurait acquise de son vivant, par son rôle dans l'histoire régionale ou nationale ou encore celle de l'humanité entière, ou par sa mort héroïque.

L'impact de la toponymie née de la guerre de libération est tel qu'on est arrivé jusqu'à démolir des édifices hérités de l'époque coloniale pour éradiquer les traces des toponymes qui s'y rattachent. C'est un peu le cas de l'église de Batna (inaugurée en 1863), située au centre-ville, entre le théâtre et l'ex. grande-poste. En effet, au lieu d'être restaurée puis réaménagée en mosquée, comme cela s'est fait ailleurs, ou en musée ou encore en une structure administrative publique, par exemple, (comme ce fut le cas pour la synagogue qui héberge en son sein l'ONPS de la ville), elle a été, entièrement, détruite, (selon un grand nombre de nos

informateurs, par décision du wali, vers le début des années 70), en dépit de multiples voix nationales et étrangères qui s'étaient élevées contre l'opération de démolition.<sup>8</sup> Le terrain est, de nos jours, transformé en place publique baptisée, officiellement : Mohamed Harsous, connue, plutôt, dans l'usage courant, sous le nom de place des «mouallemines» ; car seuls les enseignants retraités fréquentent, aujourd'hui, cet endroit. Les jeunes la nomment, quant à eux, «Souk lefrakh» (marché des oiseaux). Beaucoup d'entre eux s'y rendent, d'ailleurs, presque chaque vendredi pour vendre ou acheter un chardonneret. Aux trois coins de la placette, on trouve deux salons de thé et un kiosque de tabacs, à la place des deux pompes à essence de l'époque coloniale.

La communauté chrétienne de la ville a trouvé refuge, pour son lieu de culte, dans une bâtisse sur la rue mitoyenne (la paroisse catholique, rue des fidayyines). Avec la destruction de l'église, le toponyme qui s'y rattache (place et rue de l'église) est tombé en désuétude. Un lieu de mémoire est transformé en lieu d'amnésie. «La destruction d'un lieu de mémoire, affirme J. Candeau, vise à la mise à mort d'une mémoire.» (Candea, 1996: 115). Très peu de batnéens, notamment les jeunes, savent qu'il y'avaient une église à cet endroit-là.

Le système d'honorification peut s'étendre, exceptionnellement, aux personnes qui se sont dévouées pour la ville, dans leurs fonctions administratives ou religieuses, ou par leurs œuvres et leurs actions de bienfaisance, dans la société et que leurs compatriotes jugent dignes de passer à la postérité, après leur mort (Cheikh Tahar Messaoudène, Cheikh Rouabah...) deux personnalités religieuses de renommée dans la ville.

#### *-La dénomination populaire*

La dénomination populaire est antérieure à la dénomination officielle. En effet, l'habitude de baptiser les espaces urbains est très ancienne. Elle est de loin la plus attestée dans les usages. La toponymie populaire caractérise, essentiellement, les « quartiers arabes » de la ville. Contrairement aux « quartiers européens » qui, dès le départ, sont tramés par une série de lotissements administratifs fonciers, et qui se conformait à l'architecture occidentale, les « quartiers arabes », nés d'initiatives populaires, se sont constitués en marge des règles de lotissement depuis leur création. Ils sont construits selon l'architecture traditionnelle locale : rues très étroites, maisons aux entrées basses sans ouverture ou presque sur l'extérieur. Et cela s'est répercuté, aussi bien sur la qualité du bâti que sur l'équipement dans ces quartiers : absence du réseau d'électrification, absence du réseau d'assainissement, d'adduction en eau, irrégularité foncière... Ils échappaient totalement, ou presque, au contrôle de l'administration et donc à la toponymie de décision.

La désignation des lieux et des voies de communication, dans ces cités, naissent d'un accord tacite entre les habitants. Ces modes populaires d'expression toponymique ainsi que leur transmission se forment principalement, comme, d'ailleurs, tout autre aspect de la culture populaire, par voie orale, en référence à des normes sociales d'usage. «La toponymie, écrit E. Richard, est un des éléments constitutifs de la mémoire collective : donner des noms aux rues c'est donner des repères pour se déplacer dans le temps comme dans l'espace.» (Richard, 2001 : 103).

Dans la toponymie de l'usage, on désigne la rue par, «zenqa» pour la ruelle et «zqaq» pour la rue un peu plus large. Les places sont nommées «rahbat». Les lieux sont nommés et non baptisés. C'est l'usage qui en détermine la désignation. «Les dénominations, note B.

Atoui, résultent d'un usage pratique spontané, libre, naturel, produit par l'imaginaire populaire et par l'utilité ou la qualité du lieu même».

Le nom de la rue peut renvoyer, à l'activité commerciale, ancienne ou actuelle, pratiquée, dans l'artère (rue du moulin, rue de l'écurie, rue El fouala, rue des siagha), à la direction vers laquelle mène cette artère (rue de Tazoult, rue de Constantine), à l'aspect de la rue (zqaq, zenqa) ou à la principale bâtisse étatique ou religieuse riveraine (rue de l'hôpital, rue de la mosquée, rue de la wilaya). La dénomination populaire peut, même, être liée à l'environnement végétal : rue de la verdure, rue de l'olivier, rue du figuier... Une rue peut porter aussi le nom du propriétaire de l'ancienne ou de la principale maison riveraine de l'artère (rue Ali Sari...) «Les toponymes, souligne M. Bernard, témoignent (...) d'une appropriation plus collective et symbolique des lieux...» (Bernard, 2001 :53)

Au lendemain de l'indépendance, les autorités locales n'ont pas précipité le processus de dénomination/redénomination dans ces quartiers, avec autant de vigueur que dans les « cités européennes ». Même après leur vaste extension, la désignation officielle des voies de communication n'a pas été soumise au même encadrement rigoureux. Elle est faite, d'abord, en recourant à la désignation alphabétique (lettres de l'alphabet latin) : rue I, rue BK, rue H, ... «La dénomination de la voirie, notent J.C. Bouvier et J.M. Guillon, permet-elle à l'État d'affirmer un pouvoir symbolique à défaut de l'exercer vraiment, en contrôlant l'urbanisation des nouveaux quartiers.» (Bouvier & Guillon, 2001: 12) L'application du système honorifique officiel, dans ces quartiers, n'a débuté qu'à partir de la deuxième moitié des années 80.

L'exode rural massif, qu'a connu la région dès les années 60, a engendré une urbanisation vertigineuse de la ville. Une urbanisation qui s'est matérialisée dans une prolifération, contre toute attente des autorités locales, des quartiers populaires : les anciens quartiers ont connu des extensions dans tous les sens, sans respect aucun de plans d'aménagement de l'espace urbain. Lesquels quartiers sont considérés par les pouvoirs publics comme «bina fawdawi» (constructions illicites) parce qu'ils ne répondent pas aux procédures légales (acte de propriété, permis de construire, normes de construction...) Conséquemment le nombre de rues et de ruelles a aussi augmenté au même rythme que l'urbanisation de la ville. La toponymie de décision ne suit que lentement ces changements rapides du territoire urbain.

Cette extension territoriale accélérée a induit, à défaut de dénominations officielles, une activité très prospère des processus de désignations toponymiques populaires, faites le plus souvent, dans l'urgence. Des désignations qui expriment les observations des acteurs territoriaux à travers le discours qu'ils portent sur les réalités spatiales. Lequel discours, note Lussault, est un concept opératoire pour étudier le territoire. (2007) Il véhicule des référents différents de ceux des usages institutionnels et révèle souvent des déséquilibres, des tensions et des conflits sociaux.

C'est ainsi que nous avons eu des dénominations qui correspondaient au nombre de logements des cités (cité 1200, cité 800, cité 300 ou encore cité 1020) ou qui se rapportaient aux noms de leurs promoteurs : cité SONATIBA, cité ECOTEC, cité SAE, bâtiments EPLF, ... Au cours des années 90, suite à l'exode rural massif dû aux facteurs d'ordre sécuritaire, un autre type de dénomination a émergé dans l'urgence pour décrire la précarité de la situation sécuritaire qui régnait dans les cités nouvellement créées à la périphérie de la ville : cité Tora Bora, cité Qandahar, cité Kaboul, .... Des dénominations comme : Qaryet Al homas, ou

encore Douar laatech font plutôt référence à la misère et à la pauvreté qui caractérisaient ces quartiers.

Le système de commémoration, dans la dénomination non officielle, diffère, quelque peu, de celui en vigueur, dans la dénomination de décision. La dénomination populaire permet toutes les combinaisons possibles. Elle consacre, dans son système honorifique, les propriétaires fonciers et les notables de la ville (Chikhi, Hachachna, Kechida).

Honorification officielle (empreinte de la guerre)	Honorification populaire (noms de lotisseurs)
Cité An nasr	Cité Bouakal
Cité Chouhada	Cité kéchida
Cité Al moudjahidines	Cité Chikhi
Cité 20 août	Lotissement Hachachna
Cité Amirouche	Lotissement Benflis
Cité colonel Lotfi	Cité Lombarkia
Cité 5 juillet	Cité Kemmouni

**Tableau 4**  
**Dénomination honorifiques de quelques quartiers de la ville**

Le troisième résultat est relatif au grand éclectisme qui règne dans les dénominations du tissu urbain. Un éclectisme qui génère souvent des conflits. En effet la toponymie urbaine peut aussi être lieu de lutte, d'influence et de combat (idéologique, régional, tribal...) entre les groupes sociaux de l'espace urbain et révéler des tensions et des compromis de nature sociale.

A Batna, le conflit de la dénomination de l'espace urbain se manifeste, à travers deux niveaux : Le premier est celui qui apparaît au niveau des usages toponymiques officiels et des usages toponymiques populaires.

La toponymie des usages officiels est un procédé qui cherche à imposer, vigoureusement, la langue arabe et la glorification de l'évènement historique marquant du siècle passé (en l'occurrence la guerre de libération) dans l'histoire du pays et les personnes qui en ont été les acteurs. Lequel évènement a eu un poids considérable sur les représentations de l'ensemble des algériens. Ainsi les autorités locales, sous l'impulsion, des acteurs de la guerre de libération, et dans l'intention d'occulter les traces de la colonisation française, ont, entièrement, transformé, au lendemain de l'indépendance, le paysage toponymique de la ville, en introduisant la généralisation du système honorifique national, dans la dénomination du tissu urbain.

Les toponymes de l'usage, fort attestés dans les pratiques communicationnelles, sont souvent substitués, officiellement, par des patronymes nationaux, à forte charge révolutionnaire. Mais «ces toponymes officiels décidés par le pouvoir local, tiennent à souligner J.C. Bouvier et J.M Guillon, ont souvent eu bien du mal à s'imposer face à ceux que la tradition avait légués.» (Bouvier & Guillon, 2001: 13)

Car à l'inverse de la toponymie de décision, créée par la volonté d'un pouvoir public, un procédé qui va de pair avec la «volonté d'ordonner la cité» ; le système toponymique traditionnel, très ancré dans l'usage, relève d'un commun accord entre les citoyens. Il retrace l'histoire de la ville et les empreintes qu'elle a laissées, dans la mémoire des habitants. Nommer l'espace c'est aussi y accrocher une mémoire collective.

C'est justement cette puissante fonction symbolique et mémorielle, qui singularise ce système et qui explique son ampleur et sa forte imprégnation, dans les usages toponymiques traditionnels. En effet, la toponymie traditionnelle permet de repérer les sédiments de la mémoire collective, fait ressortir les diverses phases de l'urbanisation de la ville, et dit beaucoup sur l'environnement, les activités passées ou présentes, l'évolution des traditions, les mutations sociales. Ces toponymes, écrit, à juste titre, S. Steffens, «contribuent à l'orientation et au positionnement du locuteur non seulement dans l'espace géographique, mais également dans l'espace social et culturel qui est le sien». (Steffens, 2007 : 2) Ils «sont ressentis comme plus authentiques, ajoute l'auteur sur la même page, parce qu'enracinés dans un vécu commun et une mentalité collective.» C'est ce qui explique leur forte fréquence dans les pratiques communicationnelles, et ce en dépit du procédé de la redénomination, dans le cadre officiel.

Il en résulte ainsi des procédés de bi-dénomination d'un même lieu ou d'un même bâtiment public, caractérisés par une sorte de distribution complémentaire. A l'un le cadre formel (toponymie de décision) et à l'autre l'usage informel (toponymie populaire). A noter que dans de pareils cas, les dénominations de l'usage formel sont très peu connues par les gens de la ville. Les batnéens n'utilisent d'ailleurs que rarement les noms de rues pour s'orienter dans la ville. Des noms qu'ils ne connaissent même pas si l'on excepte les noms de rues où ils habitent ou encore ceux des principales artères de la ville : allées Ben Boulaid, allées Salah Nezzar, avenue de l'indépendance...

Mais partant du principe qu'une voie de communication ne doit porter qu'un seul nom, (un principe observé, d'ailleurs, partout dans le monde et ce conformément à une recommandation des Nations Unies), sur les plaques des encoignures et les panneaux d'indication n'y sont mentionnées que les dénominations officielles.

Néanmoins, cela n'exclut pas, pour autant, la présence de passerelles entre les deux procédés. En ce sens que la toponymie officielle peut puiser dans la toponymie populaire. Et cette dernière peut utiliser des noms de la première. Pour ainsi dire que les deux dénominations ne sont pas, forcément, conflictuelles. C'est le cas, dans notre corpus, du lycée polyvalent qui devient, dans les usages courants, lycée Ben Boulaid, le CNET est rebaptisé lycée Bachir El Ibrahimy, les allées L. Bocca (en hommage à un avocat élu maire de la ville, décédé en 1951) sont devenues les allées Ben Boulaid.

Il arrive également que la dénomination officielle entérine les noms de la toponymie de l'usage, notamment, en ce qui concerne les noms des lotisseurs attribués aux nouveaux quartiers. En classant en voirie urbaine ces quartiers, la toponymie de décision semble marquer sa reconnaissance envers les particuliers, qui ont aménagé des terrains destinés à l'agriculture pour agrandir le périmètre urbain et étendre la ville (chikhi, Bouakal, Kechida, Lombarkia). Donner ces patronymes, à des cités de la ville, est un procédé qui assure une continuité toponymique de l'espace urbain batnéen, et qui permet la permanence d'une identification spatiale, à travers les mutations du paysage qu'a entraînées l'urbanisation.

Le deuxième niveau concerne le conflit entre les citoyens. Nous avons relevé deux exemples, dans notre corpus, pour illustrer ce cas à Batna. Le premier consiste en les surreprésentations de Ben Boulaid qui ont généré discorde et rivalité entre «djebaylia» (c'est ainsi qu'on appelle ici les habitants du massif de l'Aurès d'où est issu, d'ailleurs, Ben Boulaid) et les chaouis des autres régions (les At Chlih et leurs alliés). Chacun des deux clans

défend l'honorification de ses martyrs. Les At Chlih reprochent aux djebailis d'attribuer le nom de Ben Boulaid à tout ce qui est important à Batna. «Batna n'est pas la terre des djebailis» ou encore «Allez à Arris et donnez son nom à tout ce que vous voulez.» Ne serait-il pas pour cette raison qu'on aurait retardé de baptiser l'université de Batna ouverte en 1977 jusqu'en 2003, pour lui attribuer le nom du colonel El Hadj Lakhder (un moudjahid chlihi décédé en mars 2003).

Le second est celui qui a opposé les moudjahidines aux militants du mouvement berbère de la région, au sujet, notamment, de la dénomination de l'aéroport. Les premiers tenaient à le baptiser au nom de Ben Boulaid. Les seconds défendaient le nom de «Medghacen», un roi berbère dont le mausolée historique n'est qu'à quelques km de là. C'était, en dernier recours, les moudjahidines qui ont eu gain de cause. Les autorités locales, pour apaiser les esprits des antagonistes, avaient opté pour cette manigance : aéroport Mostapha Ben Boulaid de Medghacen, ou tout simplement aéroport de Batna.

La coloration politique des autorités locales et/ou nationales peut aussi influencer sur la dénomination des rues et des établissements publics. Le toponyme est, en règle générale, suggéré parmi tant d'autres, et il appartient aux autorités municipales et préfectorales de fixer le choix. Mais parfois, il est imposé, de manière directe ou indirecte, par une instance ou une personnalité politique. Ce qui illustre notre cas, c'est la désignation du CHU de Batna du nom de Benflis Touhami (un martyr de la guerre de libération qui n'a rien à voir avec le secteur de la santé) du temps où son descendant, Ali Benflis, était chef du gouvernement.

#### *Formation linguistique des toponymes : lieu de contact des langues*

Le quatrième résultat touche à la formation linguistique des toponymes qui renseignent sur le contact des langues. Un phénomène susceptible d'aider le toponymiste à comprendre l'histoire et le présent de la ville en faisant référence aux langues, dont les lieux sont nommés et qui portent les traces des évolutions, des extensions successives du territoire urbain. La dénomination toponymique est, d'ailleurs, un procédé qui témoigne des contacts de langues. «L'étude toponymique, écrit E. Dorier, permet (...) de rendre compte des différentes langues en présence dans une ville, à la fois, d'un point de vue synchronique et diachronique. La toponymie, depuis son origine, est le point de rencontre entre la linguistique, la géographie et l'histoire.» (Dorier, 2002 : 151)

La toponymie, ainsi qu'on le sait, constitue l'une des formes importantes du paysage linguistique d'un lieu et du «marquage du territoire». Les fonctions de base du paysage linguistiques sont à la fois informatives et symboliques. Pour illustrer la fonction informative, nous citons Y. Bourhis et R. Landry qui affirment que «le paysage linguistique peut fournir des renseignements sur la composition sociolinguistique des groupes en présence sur le territoire et révéler les rapports de force et de statuts qui existent entre les locuteurs de ces mêmes groupes.» Nous faisons référence aussi aux mêmes auteurs, quant au rôle de la fonction symbolique, dans les représentations linguistiques des locuteurs. Ils soulignent que «le paysage linguistique revêt, également, une importance capitale dans la mesure où l'absence ou la présence de sa propre langue dans un milieu bilingue ou multilingue a un effet sur la façon dont un locuteur se sent comme membre du groupe de ce milieu». (Bourhis & Landry, 1997: 27-29).

Partant du fait que les toponymes devraient refléter la réalité démographique de la ville et les composantes culturelles de la population qui y habite, nous nous attendons à voir dans le paysage odonymique de Batna l'usage de trois langues. Le chaoui (une variante de tamazight) parce que la ville est une localité située à la croisée de cinq régions montagneuses importantes et densément peuplées par des berbérophones : l'Aurès, Belzma, Bouarif, Mestaoua et Refaa qui ont connu un exode rural massif, au lendemain de l'indépendance. Le français, parce que la ville était, à l'origine, un noyau colonial, dont les principaux quartiers européens étaient le centre-ville, le beau séjour et le Stand sis à proximité du Camp militaire à l'Est de la ville. La présence de l'élément arabophone dans la ville remonte aussi à l'époque coloniale.

En raison des attaques répétées des O. Soltane, la plus grande tribu du Belezma, sur la ville de Batna, les autorités coloniales ont recouru aux tribus arabophones (les Ouled Adi) qu'elles ont placées à la périphérie Ouest pour constituer un ceinturon protecteur. (Haddad, 1985) L'élément arabophone a été ensuite renforcé par les migrations internes du Nord constantinois, de Kabylie, du Zab et de l'Oued Mzab. Ces populations installées en commerçants ou en artisans, dans cette ville, recourent, unanimement, à l'arabe parlé dans leurs usages communicationnels.

H. Guillorel affirme à ce propos que «L'installation successive (ou simultanée), des groupes sociaux parlant des langues différentes sur un même territoire physique génère souvent des conflits quant aux pratiques toponymiques.»(Guillorel, 1999 :64) Des conflits qui finissent le plus souvent par la prégnance d'une langue au détriment d'une autre ou d'autres. Pour notre cas, c'est l'usage prégnant de l'arabe dans la toponymie officielle et dans les usages communicationnels. Un usage qui dissimule les noms de lieux d'origine berbère et française. Nous n'avons d'ailleurs, relevé que quelques toponymes résiduels dans ces deux langues soit 8 toponymes en français et 4 toponymes en chaoui :

- «Stand» «le camp», «la verdure», «le beau séjour», «le ravin bleu», «Parc à fourrage», «cité rurale», et «cité évolutive» sont des appellations qui datent de l'époque coloniale, et que la dénomination populaire a gardé, et garde d'ailleurs, toujours, dans l'usage commun, mais qui ne sont pas attestés dans la dénomination officielle.

- «Bouzourane», «Tamechit», «Ich Ali», aguerwaw» sont des toponymes à consonance berbère, toujours en usage, aussi bien dans la dénomination populaire, que dans la désignation officielle. Tamechit est le nom d'une cité, récemment créée, au sud-est de la ville. Tamechit signifie figuier. Il y avait, dit-on, à cet endroit, qui était terre agricole, un grand figuier. Bouzourane est le nom d'un quartier situé au Nord de la ville. Il ne cesse de connaître, depuis quelques années, de remarquables extensions.

La prééminence de l'arabe dans le paysage odonymique de Batna s'explique d'abord, par le fait que, dans la plupart des cas, on recourt aux patronymes pour désigner un quartier, une rue, une place publique ou un établissement étatique. Un procédé qui, à vrai dire, ne favorise pas beaucoup l'émergence du contact des langues ; étant donné que tous les patronymes sont à consonance arabo-musulmane. Le très peu de lieux qui ne portent pas de noms de personnes sont exprimés, dans leur grande majorité, en langue arabe, notamment, en ce qui concerne la toponymie officielle. Les cités nouvellement créées portent toutes des noms à consonance arabe : cité Ezzouhour, cité Erriadh et cité Al mandher al jamil, Hamla...

Ensuite, parce que Batna, bien qu'elle soit entourée de régions berbérophones, est une ville arabisée, au plan des pratiques langagières (Dielman, 1997, Ghanès, 1997, Guedjiba, 2012)

Les noms à consonance berbère	Les noms à consonance arabe	Les noms à consonance française
Bouזורane	Ezzouhour	Stand
Tamechit	Emiadh	Le camp
Ich Ali	Zmala	Beau séjour
Aguerwaw	Al mandher Al jamil	Parc à Fourrage
	Al boustane	Ravin bleu
		La verdure
		Cité rurale

**Tableau 5**  
**Formation linguistique de quelques noms de quartiers de la ville**

Notons pour conclure que l'examen rapide de l'espace urbain de Batna permet de constater que l'odonymie de cette ville est très marquée par les empreintes de la guerre de libération nationale. Un signe notoire de l'impact de cette guerre sur les consciences et les représentations de ce qui est convenu d'appeler, communément, ici, «la famille révolutionnaire» et sur le procédé de redénomination du tissu urbain. Un procédé survalorise la guerre de libération nationale et un peu moins le mouvement nationaliste, mais qui occulte entièrement les autres périodes de l'histoire du pays.

Néanmoins, en dépit de la généralisation du système honorifique national, dans la désignation de l'urbain de Batna, la toponymie traditionnelle est toujours en usage. Il en résulte des procédés de bi-dénomination d'un même lieu. Ce qui est en soi révélateur de l'absence d'une politique toponymique officielle efficiente.

Bien qu'elle soit un noyau colonial et située au carrefour des régions berbérophones, la ville de Batna présente un visage «odonymique» plutôt arabophone. Très peu de toponymes retracent le passé de la ville et témoignent du contact des langues. A peine 3% rappellent l'époque coloniale et un peu moins (2% de toponymes berbères) reflètent l'aspect rural de la ville.

On se demande aujourd'hui, si l'on excepte les célébrités locales et/ou nationales, ce que les jeunes batnéens savent des significations de ces noms de rues et de quartiers, ou de places publiques, si ce n'est les syllabes d'un nom, sur une plaque placée à l'angle d'une maison riveraine de la rue ou à l'entrée d'une cité ou d'une placette.



## **Références bibliographiques**

1. AKIN, S. Noms et Re-noms, La dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires : Rouen : PU. CNRS, Coll. Dayling, 1999.
2. ATOUI, B Toponymie et espace en Algérie, Alger : Institut National de Cartographie, 1998.
3. ATOUI, B. « La toponymie algérienne : 50 après : Y a-t-il une politique toponymique en Algérie ? » Communication présentée au colloque national «Toponymie et anthroponymie en Algérie 50 ans après l'indépendance» organisé par CRASC/RASYD à Oran les 20 et 21 février 2013.
4. BARBERIS, P. Le prince et le marchand. Idéologiques : la littérature, l'histoire, Paris : Fayard, 1980.
5. BOURHIS RICHARD, Y. & LANDRY, R. «Linguistic landscape and ethnolinguistic vitality: And Empirical Study». In Journal of Language and Social Psychology. 16/1, (1997): p. 23-49.
6. BOUVIER, J.C. & GUILLON, J.M (S/D) « La toponymie urbaine, Significations et enjeux ». dans Actes du colloque tenu à Aix en Provence 11 et 12 décembre 1998. Paris : l'Harmattan, 2001.
7. BOYER, H. Langue et identité, sur le nationalisme linguistique, Limoges : Lambert Lucas, 2008.
8. -CHIBANI, K. Si Batna m'était contée, 1844-1962, Batna : imprimerie A. Guerfi, 2015.
9. CALVET, J.L. Linguistique et colonialisme, Paris : Payot, 1974.
10. -CANDEAU, J. Anthropologie de la mémoire. Paris : PUF, 1996.
11. COTE, M. Patrimoine et Paysage. Guide d'Algérie, Constantine : Média-Plus, 1996.
12. DORIER, E. «Usages toponymiques et pratiques de l'espace urbain à Mopti (Mali), La toponymie entre linguistique et géographie», in Marges linguistiques n° 3, (mai 2002) : p.151-158. [www.marges-linguistiques.com-H.L.M.S](http://www.marges-linguistiques.com-H.L.M.S). Consulté le 20 avril 2013.
13. DIELEMAN, F. Esquisse de description de la langue berbère Chaouia (Algérie) : Variations lexicales et phonétiques et investigation sociolinguistique. Mémoire de 2ème cycle s/d de Mario ROSSI, Université de Provence, 1997.
14. GORI, M. « Editorial », Echo des français rapatriés d'outre-mer (n° spécial Batna), (1984) : p.31
15. -Encyclopédia Universalis, Corpus 18, 1988
16. GHANES, H, Attitudes et représentations linguistiques des Chaouias de la ville de Batna, Mémoire de D.E.A. S/D S. CHAKER, Paris : INALCO, 1997.
17. GEORGE, P. Territoire et identité, in La terre et les hommes, p. 351-357.
18. GORI, M. « Editorial », Echo des français rapatriés d'outre-mer (n° spécial Batna), (1984) : p.31
19. GUEDJIBA, A. La situation linguistique dans le massif central de l'Aurès (Étude sociolinguistique), thèse de doctorat, S/D M. AHMED ZAID, UMMTO, 2012.

20. GUILLOREL, H. « Toponymie et politique ». dans S. Akin (S/D) Noms et Renoms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires, Rouen PU/CNRS. (1999) : p. 61- 91
21. HADDAD, M. «Tradition de résistance chez les berbères zénètes dans le pays chaouia Aurès-Belezma et sa périphérie sud-est algérien.», in Revue d'histoire Maghrébine (Époque moderne et contemporaine) 22ème année n°79- 80 (Mai, 1985) : p. 371-383.
22. KAHLOUCHE, R. «La dénomination/ Redénomination : un lieu de conflit identitaire» dans s/d S. AKIN Noms et Re-noms, La dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires. Coll. Dayling, Rouen : PU/CNRS, (1999) : p.183-188.,
23. LEVI-STRAUSS, C. La pensée sauvage, Paris : Plon, 1992.
24. LUSSAULT, M. L'homme spatial, la construction sociale de l'espace humain. Paris : le Seuil, 2007.
25. Méret, G. « Le nom propre et la propriété. Quelques problèmes posés par la nomination en situation coloniale et missionnaire : le cas des Capucins français en Maragnan » in GLOTTOPOL, Revue de sociolinguistique en ligne, n° 20, (juillet 2012) : p.104-122
26. MARIN, J.P. Au forgeron de Batna, Paris : l'Harmattan, 2005.
27. MORIZOT, J. L'Aurès ou le mythe de la montagne rebelle, Paris : l'Harmattan, 1991.
28. MOUSSAOUI, A. «Entre langue administrante et désignations ordinaires : nommer et catégoriser les lieux urbains en Algérie», in s/d P. Wald & F. Leimdorfer, Parler en ville, parler de la ville. Essais sur les registres urbains, Paris : Unesco et MSH. (2004) : p. 77-90.
29. ORLANDI E. « Rééditions du singulier. Un regard français sur le Brésil », in DUCHET Michèle (dir.), L'inscription des langues dans les relations de voyage (XVIe-XVIIIe siècles), Fontenay aux Roses, Les Cahiers de Fontenay, n° 65-66, (1992).
30. RICHARD, E. «Femmes dans la rue ou les trous de mémoire de la ville, l'espace marseillais». dans La toponymie urbaine, Significations et enjeux. Actes du colloque tenu à Aix en Provence 11 et 12 décembre 1998. Paris : l'Harmattan, 2012.
31. M. SHAW, M.D. (1742) : Voyage dans plusieurs provinces de la Barbarie et du Levant Contenant des observations géographiques, physiques philologiques et mêlées, sur les royaumes d'Alger et de Tunis, sur la Syrie, l'Égypte et l'Arabie Pétrée, avec des cartes et des figures, T 1. A la Hate, chez Jean Neaulme.
32. STEFFENS, S. «La toponymie populaire urbaine, hier et aujourd'hui. Le cas de Molenbeek Saint Jean» in La revue scientifique électronique pour les recherches sur Bruxelles, n°9 (1er octobre 2007). [www.brussellesstudies.be](http://www.brussellesstudies.be). Consulté le 13 /03/ 2013.
33. ZOUZOU, A. L'Aurès au temps de la France coloniale, Évolution politique, économique et sociale (1837-1939), Alger, Houma, 2001.

**Notes :**

<sup>1</sup>Cet article reprend et développe la communication : Odonymie de Batna : Procédés et implications, présentée au colloque national «Toponymie et anthroponymie en Algérie 50 ans après l'indépendance» organisé par CRASC/RASYD à Oran les 20 et 21 février 2013.

<sup>2</sup> Pour d'amples informations sur le sujet, une thèse de doctorat sur la toponymie rurale de l'Aurès, est en cours de réalisation, à l'université de Tizi Ouzou, par D. NEHALI, dirigée par la Pr. M. Ahmed-Zaid.

<sup>3</sup>La localité existait bien avant l'installation française. Thomas Shaw, un voyageur anglais, en parle déjà dans son fameux ouvrage publié en 1738. (Cf. la bibliographie).

<sup>4</sup> Si ce lexème est vraiment attesté dans ce parler, il serait, vraisemblablement, la forme plurielle de « baten » formé sur un schème attesté en chaoui : cvcec (jaref sg, (corbeau) pl. ijuraf (corbeaux). Le féminin correspondant serait alors « hbatent », « hjareft » au singulier et hibutan « hijuraf » au pluriel.

<sup>5</sup> Une acception que nous empruntons à F. Tibermacine, un ancien militant berbère, qui prétend l'avoir recueillie auprès d'informateurs des At Daoud, une tribu du massif de l'Aurès.

<sup>6</sup> Cette explication nous la devons à D. Nahali du département de tamazight de l'université de Batna. Ce dernier assure avoir recueilli cette acception auprès d'un vieillard des O. Soltane, une tribu des Monts de Belezma.

<sup>7</sup>Un des proches collaborateurs du maire de Batna, nous a confié, il y'a un peu plus d'une année, que lors d'une réunion de travail au niveau de la municipalité, il a été convenu de réhabiliter les noms des rois berbères dans la toponymie urbaine de la ville. Une procédure qui tarde à voir le jour.

<sup>8</sup>K. Chibani, un natif de Batna (né le 7 octobre 1940) dans son livre « Si Batna m'était contée », paru en 2015, donne une autre version. «L'église fut démolie à la demande du diocèse eu égard à son état de vétusté très avancé en 1978.» p. 197.